



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
34 avenue Maunoury BP 60723  
41007 Blois Cedex

Blois, le 29/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**KAAK ex LHOTELLIER R2A**

6 Rue Nicolas Appert  
41700 Le Controis-En-Sologne

Références : 2025-070  
Code AIOT : 0010006053

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2025 dans l'établissement KAAK ex LHOTELLIER R2A implanté 6 Rue Nicolas Appert Zone Industrielle 41700 Le Controis-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 06/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KAAK ex LHOTELLIER R2A
- 6 Rue Nicolas Appert Zone Industrielle 41700 Le Controis-en-Sologne
- Code AIOT : 0010006053
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de la société KAAK, groupe néerlandais, est la conception et fabrication de ligne

industrielle pour l'agroalimentaire dans la boulangerie et pâtisserie. Sur le site du Controis-en-Sologne, l'activité de l'établissement est l'application de revêtements anti-adhérent sur des supports de cuisson. Cette activité consiste en des étapes de décapage (pour des reconditionnements), dépoussiérage et application du revêtement.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Emission de COV – NC1 VI du 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 8.1.1.4.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.1.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Rejets air installations de revêtement, d'application et de séchage	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
8	Conformité des rejets air décapage mécanique	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 3.2.3.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
9	Auto surveillance des émissions par bilan	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.2.1.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
12	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 4.2.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.7.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
16	Protection des milieux	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013,	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	récepteurs	article 7.7.6.1			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	Susceptible de suites	Sans objet
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Susceptible de suites	Sans objet
6	Conformité des rejets air installations de décapage thermique	Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
10	Installations électriques – NC4 VI du 17/03/2021	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
11	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 4.2.2	/	Sans objet
13	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 4.3.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont repris au sein des tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Emission de COV – NC1 VI du 17/03/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 8.1.1.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SME

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un schéma de maîtrise des émissions (SME) relatives au COV élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en oeuvre sur l'installation. Ce SME garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies à l'article 3.2.3.2 du présent arrêté.

**Constats :**

Constat de la visite du 17/02/2023 : L'émission annuelle cible concernant les COV totaux n'est pas respectée.

L'exploitant avait indiqué dans sa réponse qu'afin de réduire les émissions de COV et respecter l'émission annuelle cible concernant les COV, différentes actions seront mises en place et des projets sont en cours d'étude.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté la déclinaison du plan d'action relatif à la réduction des émissions de COV.

Les principales actions mises en oeuvre en 2024 ont été les suivantes :

- essai absorption des COV sur charbon actif. Les essais ont été validés et un dispositif de filtre à charbon actif était en cours d'installation le jour de l'inspection. La mise en fonctionnement est prévue en février 2025
- transfert de l'application de peinture silicone de noir arrière vers la cabine 2 reliée au RTO
- restructuration de l'atelier silicone avec mise en place d'une ligne robotisée
- reste une cabine manuelle non reliée à un système de traitement, la cabine résine qui est utilisée pour traiter les petites séries, les pièces techniques et la formation des peintres.

A noter également la substitution progressive de 2 primaires Téflon solvantés par des primaires phases aqueuses. L'objectif est à moyen terme le remplacement des revêtements Téflon par des revêtements phase aqueuse et alcool.

Ces actions mises en oeuvre en 2024 ont pour objectif une réduction importante des émissions de COV. Leur effet ne sera visible que sur le bilan de l'année 2025.

Néanmoins, sur l'année 2024, l'Émission annuelle cible (EAC) de COV est de 14 962 kg alors que les émissions de l'activité de revêtement ont été de 19240 kg en 2024. **L'émission annuelle cible concernant les COV totaux n'est pas respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 2 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des fumées
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 17/02/2023 : Les opérations d'entretien de l'oxydateur thermique ne sont pas consignées dans un registre.</p> <p>En réponse l'exploitant a indiqué qu'il a créé des fiches d'intervention dans la GMAO pour déclencher les interventions périodiques d'entretien recommandées dans le manuel d'exploitation de l'oxydateur. Les opérations sont ensuite enregistrées dans la GMAO lorsqu'elles sont effectuées.</p> <p>Lors de cette visite d'inspection, les fiches d'intervention ont été consultées dans la GMAO.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des fumées
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>

**Prescription contrôlée :**

Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.

**Constats :**

Constat de la visite du 17/02/2023 : Il n'existe pas de registre traçant les incidents sur le système de traitement des fumées. Les périodes d'indisponibilités ne sont également pas tracées. Il n'existe pas de procédure pour expliquer la conduite à tenir en cas d'indisponibilité.

En réponse, l'exploitant a indiqué que l'oxydateur est équipé d'une supervision avec une page « Alarmes » qui permet de visualiser la liste des alarmes et leur historique par sélection de la date de l'alarme.

En cas d'indisponibilité du RTO pour le traitement des COV, l'installation d'application de peinture reliée à l'oxydateur thermique est mise à l'arrêt pendant la panne.

Lors de la visite d'inspection il a été consulté le programme "historique des alarmes" au niveau du poste de commande du RTO. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'un report d'alarme du RTO vers un poste de travail serait pertinent pour avoir l'information de l'alarme rapidement. En effet, le poste de commande du RTO se situe au niveau de l'installation, qui ne se situe pas à proximité d'un poste de travail, avec présence permanente. Le délai de détection du signal d'alarme peut par conséquent être long si personne n'est à proximité du poste de commande.

**L'écart relevé lors de la visite du 17/02/2023 est levé.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Programme de surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets air

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.</p> <p>L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 17/02/2023 : L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance qui permette de s'assurer du respect de l'ensemble des VLE.</p> <p>L'exploitant réalise les contrôles de surveillance, aux fréquences fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Néanmoins, ce programme de surveillance ne permet pas à l'exploitant de s'assurer du respect des VLE de chacun de ses émissaires. Il n'existe pas de document dans lequel sont décrites les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un bon de commande pour la réalisation en 2025, d'un contrôle des rejets atmosphériques sur l'ensemble des émissaires qui ne font pas l'objet d'une surveillance régulière.</p> <p><b>Le constat de la visite du 17/02/2023 est renouvelé : L'exploitant ne dispose pas d'un programme de surveillance qui permette de s'assurer du respect de l'ensemble des VLE.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>
<p><b>N° 5 : Surveillance des rejets</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire des rejets</p>



**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

**Constats :**

Constat de la visite du 17/02/2023 : La surveillance des rejets atmosphériques n'est pas réalisée tous les ans pour les émissaires des activités classées sous le régime de l'autorisation.

En réponse, l'exploitant avait indiqué qu'afin d'assurer la surveillance de ses rejets et de justifier le respect des valeurs limites d'émission il proposait de faire mesurer en 2023, les rejets de COV de l'ensemble des émissaires puis si les valeurs limites sont respectées de maintenir ce programme de mesure tous les trois ans.

Afin de s'assurer le respect des valeurs limites et d'éviter toute dérive, il propose de réaliser tous les ans en interne une mesure des COV à l'aide d'un moniteur portable de détection de COV.

Lors de la visite d'inspection, il a été constaté qu'une surveillance de tous les rejets n'a pas été réalisée en 2023. Néanmoins, l'exploitant a présenté un bon de commande pour un contrôle en 2025 de l'ensemble des points de rejets, dont l'exploitant devra s'assurer de l'exhaustivité auprès de son prestataire.

L'exploitant a acquis un appareil PID pour réaliser des mesures de COV, en interne, à périodicité annuelle. Les opérateurs qui vont utiliser cet appareil ont été formés. **Ces mesures devront être formalisée par une procédure qui décrira le point de mesure et la méthode de contrôle.**

Un contrôle des rejets du RTO a été réalisé 9 janvier 2025 par SOCOTEC.

L'exploitant a présenté un rapport de surveillance des rejets atmosphériques APAVE du 18/01/2024 pour une intervention du 13/12/2023 sur les installations suivantes :

- Conduit n°8 : Centrale de brûlage
- Conduit n°18 : Luckerath Four Pyrolyse
- Conduit n°29 : Pyrox
- RTO Amont/Aval

Au regard du nombre important d'émissaires de l'établissement (21), il pourrait être accepté que

chaque émissaire ne fasse pas l'objet d'un contrôle annuel systématique, sur la base d'une proposition argumentée et justifiée de l'exploitant, au regard de la nature des polluants rejetés et des débits de rejet.

L'exploitant proposera un programme de surveillance de ses émissions définissant des fréquences de surveillance en tenant compte des polluants rejetés en fonction des émissaires et en s'assurant que des contrôles des émissions atmosphériques soient réalisés annuellement.

**Le constat de la visite précédente est renouvelé : la surveillance des rejets atmosphériques n'est pas réalisée tous les ans pour les émissaires des activités classées sous le régime de l'autorisation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant proposera un programme de surveillance de ses émissions définissant des fréquences de surveillance en tenant compte des polluants rejetés en fonction des émissaires et en s'assurant que des contrôles des émissions atmosphériques soient réalisés annuellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Conformité des rejets air installations de décapage thermique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 3.2.3.3 « installations de décapage thermique est remplacé par le tableau suivant : cf tableau APC

	Valeurs limites
	Centrale de brûlage – conduit n°8 four à bain de sable fluidisé – conduit n°17 fours pyrolyse – conduits n°18 et 29
Paramètres	Concentration d'O2

	(mg/m3) : au taux mesuré
Poussières	100
HF, exprimé en F	5
NOX ,en équivalent NO2	100

### Constats :

Constat de la visite du 17/02/2023 : Les VLE en acide fluorhydrique ne sont pas respectées sur les fours pyrolyse.

En réponse, l'exploitant a indiqué que les fours PYROX (émissaire 29) et LUCKERATH (émissaire 18) ont été équipés en 2022 de grilles avant rejet afin d'améliorer l'efficacité de la combustion des fumées et de réduire notamment les rejets de poussières. Des mesures d'HF ont été réalisées par l'Apave en avril 2022 pour vérifier l'efficacité de cette installation. Sur les recommandations du fournisseur du four, l'installation de grille n'a pas été poursuivie sur le four Luckerath car elle générerait une surpression dans le four préjudiciable à la sécurité de l'installation. En conséquence, il a donc été décidé en 2022, de pyrolyser préférentiellement les revêtements à base de résine fluorée dans les fours HUNI et le reliquat dans le four Pyrox plus efficace dans le traitement des fumées et des rejets en HF que le four Luckerath.

Le dernier contrôle de rejets des émissaires 18 (Luckerath Four Pyrolyse) et 29 (four pyrox) du 8/01/2024 ne mettent pas en évidence d'écart pour le paramètre HF.

En revanche le four pyrolyse (conduit n°17) n'a pas fait l'objet d'un contrôle depuis la dernière visite mais l'exploitant indique qu'il s'agit d'un four à lit fluidisé, dans lequel n'est réalisé que la pyrolyse de résiné silicone et pas de téflon ni d'élastomère, donc il n'y a pas d'émission de HF (émis à la combustion du téflon).

De plus, l'exploitant indique qu'il souhaite demander la modification de la VLE en HF sur ses installations en considérant l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998 qui mentionne une valeur limite de concentration de 5 mg/m3 en HF pour les composés gazeux, si le flux horaire est supérieur à 500 g/h, L'exploitant indique que si l'on considère les débits de l'émissaire 29 (Four Pyrox) de 1000 m3/h et de l'émissaire 18 (Four Luckerath) de 820 m3/h, le flux horaire des rejets en fluor, avec les dernières valeurs mesurées, serait respectivement de 7.7g/h pour le four Pyrox) et de 11g/h pour le four Luckerath, soit inférieur à 500 g/h.

Enfin l'exploitant précise que des solutions de traitement des fumées pour capter les rejets d'HF ont été envisagées avec l'installation d'une tour de lavage de type scrubber et neutralisation à la potasse. Les installations techniques à mettre en oeuvre, outre le coût d'installation et de maintenance, se révèle dangereuse en exploitation pour le personnel, raison pour laquelle il n'y a pas donné suite.

Une seconde solution technique avait été investiguée par adsorption des fumées d'HF sur charbon actif. Ce procédé demande le refroidissement des fumées en sortie de post combustion pour passer d'une température des fumées à plus de 800°C à 40°C nécessitant une installation démesurée.

Les derniers rapports de mesure ne mettent pas en évidence d'écart en acide fluorhydrique. Néanmoins, l'exploitant peut demander une modification de la VLE en considérant l'article 27 de l'arrêté du 2/2/1998 auprès de monsieur le préfet de Loir-et-Cher.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rejets air installations de revêtement, d'application et de séchage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/08/2019, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de l'article 3.2.3.2 « installations de revêtement, d'application et de séchage sur support quelconque » est remplacé par le tableau suivant : cf tableau APC

**Constats :**

Constat de la visite du 17/02/2023 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les valeurs limite d'émission pour les rejets atmosphériques des émissaires des conduits n°1, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 21 et 23.

L'exploitant n'a pas fait réaliser de contrôle sur ces points de rejet depuis la dernière visite. Néanmoins il a présenté à l'inspection un bon de commande pour la réalisation d'un contrôle par un organisme extérieur sur ces points de rejets au premier trimestre 2025.

**Le constat de la visite précédente est renouvelé : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il respecte les valeurs limite d'émission pour les rejets atmosphériques des émissaires des conduits n°1, 3, 4, 5, 6, 9, 10, 11, 12, 13, 21 et 23.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Conformité des rejets air décapage mécanique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 3.2.3.4							
Thème(s) : Risques chroniques, installation de décapage mécanique							
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 17/02/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>							
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites : voir tableau AP</p> <table> <tr> <th>Paramètre</th><th>Valeurs limites</th></tr> <tr> <td>Concentration à 3% d'O<sub>2</sub> (mg/m<sup>3</sup>)</td><td>Dépoussiéreur TORIT décapage média organique Conduit n°B</td></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>150</td></tr> </table>		Paramètre	Valeurs limites	Concentration à 3% d'O <sub>2</sub> (mg/m <sup>3</sup> )	Dépoussiéreur TORIT décapage média organique Conduit n°B	Poussières	150
Paramètre	Valeurs limites						
Concentration à 3% d'O <sub>2</sub> (mg/m <sup>3</sup> )	Dépoussiéreur TORIT décapage média organique Conduit n°B						
Poussières	150						
<p>Constats :</p> <p>Constat de la visite du 17/02/2023 : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des VLE associées à l'installation dépoussiéreur TORIT décapage média organique, conduit n°B</p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser de contrôle sur l'installation dépoussiéreur TORIT décapage média organique, conduit n°B depuis la dernière visite. Néanmoins il a présenté un bon de commande pour la réalisation de ce contrôle au premier trimestre 2025.</p> <p>Le constat de la visite précédente est renouvelé : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du respect des VLE associées à l'installation dépoussiéreur TORIT décapage média organique, conduit n°B</p>							
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>							

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 :** Auto surveillance des émissions par bilan

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 9.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, COV
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Concernant l'activité de revêtement, l'exploitant assure le suivi des émissions de COV par un suivi des volumes de solvants consommés(paramètre représentatif des émissions). L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants : Cf tableau AP</p> <p>L'évaluation des émissions par bilan des COV réalisée au travers du plan de gestion des solvants (PGS) annuel de ces installations est transmise à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année suivante.</p> <p>Afin de renforcer le suivi et détecter les éventuelles dérives, l'exploitant réalise également des bilans trimestriels qu'il conserve en interne (minima 3ans).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 17/02/2023 : Les bilans trimestriels des émissions ne sont pas réalisés.</p> <p>L'exploitant, dans sa réponse avait indiqué avoir mis en place les outils pour pouvoir réaliser des bilans trimestriels des émissions.</p> <p>Néanmoins, lors de l'inspection il a indiqué que cela n'a pas été mis en œuvre car l'année 2024 a fait l'objet de plusieurs projets, restructuration de l'atelier peinture, essai pilote charbon actif et donc les moyens ont été mis ailleurs.</p> <p>Sur l'année 2025, qui sera une année de mise en exploitation des projets, l'exploitant indique qu'il va relancer la réalisation des bilans trimestriels des émissions.</p> <p><b>Le constat de la visite précédente est renouvelé : les bilans trimestriels des émissions ne sont pas réalisés.</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Installations électriques – NC4 VI du 17/03/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Un contrôle annuel par thermographie infrarouge est réalisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite du 17/03/2023 : Des non-conformités électriques restent à lever.</p> <p>Dans sa réponse, l'exploitant indique que sur l'ensemble des non-conformités décrites dans le dernier rapport de vérification annuelle des installations électriques réalisée par Apave en date du 27/06/2022, deux dispositifs de protection sont à remplacer dans l'armoire électrique des compresseurs (pouvoir de coupure trop faible). Le remplacement des équipements existants a été réalisé le 12 avril 2023.</p> <p>Le certificat Q18 et rapport de vérification des installations électriques du 19/09/2024 réalisé par APAVE conclut que l'installation peut générer des risques d'incendie et d'explosion avec 8 observations. L'exploitant a présenté les éléments justifiant de la mise en conformité de ces observations.</p> <p>Le rapport Q19 réalisé par APAVE pour une intervention du 18/12/2024 met en évidence 1 anomalie de priorité 2. L'exploitant a justifié que l'action a été réalisée le 7/01/2025 pour lever cette non-conformité.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le plan des réseau en date du 22/07/2024 a été présenté à l'inspection. Il fait bien apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- les réseaux d'alimentation et eaux pluviales voirie et toiture</li><li>- les vannes d'obturation</li><li>- le séparateur à hydrocarbure.</li></ul> Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Isolement avec les milieux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de 2 vannes d'obturation des réseaux : <ul style="list-style-type: none"><li>• vanne n°1, située au niveau de l'entrée du site pour obturer les réseaux pluviales de voiries.</li><li>• vanne n°2, située au niveau du bassin de rétention, pour obturer l'aval du bassin de rétention</li></ul> Les vannes sont signalées et actionnables. L'exploitant réalise des manœuvres tous les 6 mois.



<p>Leur fonctionnement est définie par consigne.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, un test de fermeture des vannes a été réalisé. Le test relatif à la vanne n°2 a été concluant. En revanche, pour la vanne n°1, il n'a pas été possible de vérifier la fermeture complète de la vanne car le réseau était rempli d'eau. En effet, les eaux pluviales, collectées par les réseaux, se déversent ensuite dans un puisard, qui, compte tenu des conditions météorologiques, a des difficultés à absorber le flux d'eau. L'exploitant a indiqué qu'il envisage de mettre en place un système de pompe de relevage pour évacuer l'eau pluviale des réseaux qui ne peut être absorbée par le puisard, après passage par le séparateur à hydrocarbure, vers le réseau pluvial de la collectivité.</p> <p><b>Il n'a pas pu être constaté le bon fonctionnement de la vanne n°1 compte tenu de la présence d'eau dans le réseau.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 13 : Gestion des ouvrages

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 4.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le séparateur hydrocarbures est nettoyé selon une périodicité a minima annuelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose d'un séparateur à hydrocarbures. Celui-ci fait l'objet d'un entretien annuel. L'inspection a consulté la facture du dernier entretien en date du 19/11/2024 ainsi que le bordereaux de suivi des déchets correspondant à la vidange du séparateur à hydrocarbures.</p> <p><b>Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Entretien des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les moyens de protection ont fait l'objet des contrôles suivants :

- Alarme incendie : visite Chubb du 8/12/2022 et du 18/01/2024. Le dernier rapport fait état de plusieurs non conformités. La dernière intervention a eu lieu le 15/01/2025 et fait état de 5 installations non conformes. L'exploitant a présenté le bon de commande pour mettre en oeuvre les actions pour lever les écarts.
- Extincteurs : visite Chubb du 27/10/2023 et du 6/11/2024. Un travail est en cours pour évaluer le besoin en extincteurs suite à la reconfiguration de l'atelier peinture.
- RIA : visite Chubb du 27/10/2023 et du 6/11/2024 : RAS
- Désenfumage : visite Chubb du 11/08/2023 et du 9/07/2024 : ces 2 rapports font état de la même remarque. L'exploitant a présenté les éléments justifiant que la commande (en date du 21/01/2025) est passée pour lever cet écart.

**L'exploitant justifiera de la mise en oeuvre des actions pour lever les écarts mis en évidence lors des différents contrôles des moyens d'intervention.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 15 : Ressource en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours ;
- d'un système d'alerte interne d'incendie constitué de tout dispositif sonore autonome et audible en tout point de l'établissement ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées . -des robinets d'incendie armés disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué

<p>par deux lances en direction opposées protégés contre le gel ;</p> <p>-de 3 poteaux incendie ;</p> <p>[...]</p> <p>Le potentiel hydraulique nécessaire à l'extinction d'un incendie est de 234 m3/h pour une durée de 2 heures. Ce débit est assuré par 3 poteaux incendie publics (2 ayant un débit de 60 m3/heure unitaire et 1 ayant un débit de 120 m3/heure unitaire ).</p> <p>Les robinets d'incendie armés et les extincteurs font l'objet d'une vérification périodique et d'une maintenance. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de la ressource en eau incendie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose bien des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'un moyen permettant de prévenir les services d'incendie et de secours ;</li> <li>-d'un système d'alerte interne d'incendie</li> <li>-des extincteurs</li> <li>-des robinets d'incendie armés</li> <li>-de 3 poteaux incendie, situés sur le domaine public.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les poteaux incendie sont en mesure de délivrer les débits attendus.</p> <p>Les RIA et les extincteurs font l'objet d'une vérification périodique (cf point de contrôle précédent).</p> <p><b>Les débits associés aux trois poteaux incendie situés à moins de 200 m sur le domaine public doivent être confirmés.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 16 : Protection des milieux récepteurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/11/2013, article 7.7.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au plus tard pour le 30 juin 2016, l'exploitant dispose d'un système de confinement sur site de l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (eaux d'extinction et de refroidissement, eaux pluviales susceptibles de s'écouler lors d'un incendie). Ce système de confinement est étanche aux produits collectés et présente une capacité minimum de 500 m3. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en</p>

toute circonstance. Ils sont accessibles et clairement signalés. Ce système comporte notamment un bassin de rétention, isolé en permanence par rapport au milieu naturel et maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation au moyen d'une pompe de relevage automatique.

**Constats :**

Le site dispose d'un bassin de confinement de 415 m<sup>3</sup>. La capacité de rétention est assurée par : quai de chargement 25 m<sup>3</sup> et parking 60 m<sup>3</sup>, ce qui permet une capacité de rétention totale de 500 m<sup>3</sup>.

Le bassin est en bon état. Il est clôturé, avec portail d'accès fermé à clé. Lors de la visite d'inspection il n'était pas vide, une dizaine de cm d'eau était présente en fond du bassin. En effet, les réseaux d'eau pluviale étant en charge, en conséquence cela contribue au remplissage du bassin.

Lors de la visite d'inspection, un test de fermeture des vannes a été réalisé.

Le test relatif à la vanne n°2 (situé à proximité du bassin) a été concluant.

En revanche, pour la vanne n°1, il n'a pas été possible de vérifier la fermeture complète de la vanne car le réseau était rempli d'eau, car en charge (cf point de contrôle n°12).

**Le bassin de confinement n'est pas à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Il n'a pas été possible de vérifier le bon fonctionnement de la vanne n°1 du fait que les réseaux d'eau pluviale étaient en charge.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois